Anno 1869

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio.
Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.
Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

Num. 282

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi 30 per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. 20
ARRETRATO CENTESIMI 40

		Anno L.	Sem.	Trim.
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	42	22	12
Per le Provincie del Regno	»	46	24	13
Svizzera	»	58	31	17
Roma (*franco ai confini*)	»	52	27	15

Firenze, Venerdì 15 Ottobre

		Anno L.	Sem.	Trim.
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, Germ.	»	112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il N. 5287 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Presidente del Consiglio, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla Convenzione internazionale per lo stabilimento di una linea telegrafica transatlantica, stipulata a Parigi il 16 maggio 1864 tra l'Italia, il Brasile, la Francia, la Repubblica d'Haiti ed il Portogallo, e le cui ratifiche furono scambiate in quella città il 31 agosto 1869, nonchè agli annessivi protocolli in data del 16 maggio 1864 e 31 agosto 1869.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 26 settembre 1869.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. Menabrea

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione per lo stabilimento di una linea telegrafica internazionale fra il Continente europeo e l'America essendo stata conchiusa tra l'Italia, il Brasile, la Francia, la Repubblica d'Haiti ed il Portogallo, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Parigi addì sedici maggio del decorso anno mille ottocento sessantaquattro;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Excellence le Président de la République d'Haïti et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, voulant faciliter l'établissement d'une ligne télégraphique internationale entre le Continent européen et l'Amérique, et désirant assurer aux correspondances, qui seront échangées sur cette ligne, les avantages d'un régime uniforme et d'un tarif modéré, ont résolu de conclure, dans ce but, une Convention spéciale, et ont nommé pour leurs Plénipotentiares, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Monsieur le Chevalier Constantin Nigra, Grand'Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc., etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté l'Empereur du Brésil,

Monsieur le Chevalier Marquez Lisboa, Membre du Conseil de Sa Majesté, Grand Dignitaire de Son Ordre Impérial de la Rose, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc., etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté l'Empereur des Français,

Monsieur Drouyn de Lhuys, Sénateur de l'Empire, Grand'Croix de Son Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc., etc., Son Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Étrangères;

Son Excellence le Président de la République d'Haïti,

Monsieur Charles Haentjens, Chargé d'Affaires de ladite République à Paris;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

Monsieur le Vicomte de Païva, Pair du Royaume, Grand'Croix de l'Ordre Royal de la Conception de Villa Viçosa, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc., etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Les Hautes Parties contractantes déclarent d'utilité internationale, et prennent, à ce titre, sous leur protection et leur garantie, sur leurs territoires respectifs, et sauf les cas de force majeure, la ligne de télégraphie transatlantique que monsieur Pier Alberto Balestrini, tant en son nom qu'en celui de la Compagnie qu'il se propose de former à cet effet, s'engage à établir et à entretenir entre le continent européen et celui des deux Amériques.

Art. 2. Les Etats contractants s'engagent à ne pas couper ou détruire, en cas de guerre, les câbles immergés par monsieur Pier Alberto Balestrini, et à reconnaître la neutralité de la ligne télégraphique.

Art. 3. Sous la réserve de l'assentiment des diverses Puissances qui n'ont pas adhéré à la présente Convention, et sauf les modifications éventuelles qui pourraient être concertées entre les Gouvernements intéressés et la Compagnie concessionnaire, la ligne partira de Lisbonne et de Cadix, pour se détacher du continent européen au Cap Saint-Vincent, passera par le littoral du Maroc, l'île de Madère et les Canaries, atterrira à Saint-Louis, à Gorée et au Cap Vert, gagnera les îles du Cap Vert, puis le Cap Saint-Roch. Là elle se bifurquera: d'une part elle ira se réunir à Bahia, au réseau brésilien; d'autre part elle arrivera, après plusieurs atterrissages sur la côte septentrionale du Brésil, à la Guyane française, touchera les Guyanes hollandaises et anglaises et rejoindra les Antilles. Elle passera alors par les îles de la Trinité, de Grenade, de Saint-Vincent, de Sainte Lucie, de la Martinique, de Dominique, de la Guadeloupe, d'Antigoa, de Saint-Thomas, de Porto-Rico, de Santo-Domingo ou Haïti, de Cuba, et aboutira enfin à la Nouvelle Orléans dans la Louisiane.

Art. 4. Les Etats qui prennent part à la présente Convention, donnent à cet effet à monsieur Pier Alberto Balestrini toutes les autorisations d'atterrissage nécessaires sur leurs territoires respectifs.

Art. 5. Les sections des câbles sous-marins aboutissant à la terre ferme, ainsi que les lignes terrestres, souterraines ou autres, destinées à relier ces câbles aux stations télégraphiques, sont placées sous la protection des lois de chaque Etat, au même titre que les propriétés publiques et privées de cet Etat lui-même.

Art. 6. Monsieur Pier Alberto Balestrini, ou la Compagnie qu'il formera, est investi de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration pour les travaux publics faits dans chaque Etat.

Art. 7. La durée de la concession, pour l'exploitation du réseau qui fait l'objet de la présente Convention, sera de quatre-vingt-dix-neuf ans, à dater du jour où l'Amérique aura été mise en communication avec l'Europe.

Art. 8. Les Puissances contractantes s'engagent pendant le même temps à n'autoriser l'atterrissage d'aucune autre ligne télégraphique sous-marine dans la direction indiquée par l'article 3, sur les côtes de leurs possessions atlantiques ci-dessus désignées.

Art. 9. Les règles à suivre pour l'admission, la transmission et la conservation des dépêches, les droits de priorité, le calcul des mots, des chiffres et de tous autres signes des dépêches, le mode de progression des taxes d'après le nombre des mots, seront, sauf modifications à concerter entre les Etats intéressés, celles établies sur le continent européen par les Conventions qui sont actuellement en vigueur, ou qui pourront intervenir ultérieurement entre les mêmes Etats.

Art. 10. La taxe de la dépêche simple entre l'Amérique et l'Europe, ainsi que pour les parcours intermédiaires, sera fixée par la Compagnie concessionnaire, sans qu'elle puisse dépasser un **maximum** à déterminer par les Gouvernements contractants.

Art. 11. Chacun des Gouvernements intéressés aura le droit de faire surveiller à ses frais et sur son territoire, par ses agents particuliers, l'exécution des règles convenues pour l'établissement et l'exploitation du réseau transatlantique.

Art. 12. Les Gouvernements contractants exécuteront, après une entente préalable, les sondages qu'ils jugeront nécessaires pour effectuer la pose des câbles sous-marins sur le trajet indiqué par la Compagnie. Ils s'engagent également à prêter l'assistance de leur marine à vapeur à la Compagnie concessionnaire pour aider à la pose des câbles, sans, toutefois, que la Compagnie puisse demander qu'il y ait plus de deux bâtiments simultanément employés à cette opération.

Art. 13. Une subvention est accordée, en principe, à monsieur Pier Alberto Balestrini ou à la Compagnie qu'il représente. La nature, le mode et la quotité de cette subvention seront définitivement fixés par un protocole, dans lequel chacun des Représentants des divers Etats contractants prendra les engagements spéciaux pour lesquels il aura reçu les pouvoirs nécessaires.

Art. 14. Les Puissances contractantes s'engagent à conclure avec monsieur Balestrini leurs traités spéciaux dans le délai d'un an, à partir de la ratification de la présente Convention.

Art. 15. La concession sera considérée comme nulle et non-avenue, si dans le délai de trois années, à dater de l'échange des ratifications de la présente Convention, le service n'a pas été établi sur la première section de la ligne transatlantique, et si le réseau entier n'est pas terminé dans le délai de cinq ans.

Toutefois, en cas de force majeure, le concessionnaire aura droit à la prolongation d'une année au moins de son privilége.

La concession faite à monsieur Pier Alberto Balestrini, ou à la Compagnie qu'il aura formée, deviendra nulle de plein droit, dans le cas où il surviendrait dans les communications télégraphiques entre l'Europe et Amérique une interruption de correspondance de plus d'une année.

La première section à établir sera celle du Continent européen aux îles Canaries.

Art. 16. Les Etats qui n'ont pas pris part à la présente Convention, seront admis, sur leur demande, à y adhérer.

Art. 17. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris le 16 mai 1864.

(*L. S.*) Nigra.
(*L. S.*) Joze Marquez Lisboa.
(*L. S.*) Drouyn de Lhuys.
(*L. S.*) C. Haentjens.
(*L. S.*) Païva.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione per lo stabilimento d'una linea telegrafica transatlantica, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date in Torino addì due del mese di aprile, l'anno del Signore mille ottocento sessantacinque, e del Regno Nostro il decimosettimo.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Presidente del Consiglio
Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
Alfonso La Marmora.

PROTOCOLE I.

L'article 13 d'une Convention signée ce jourd'hui entre l'Italie, le Brésil, la France, la République d'Haïti et le Portugal, pour l'établissement d'une ligne télégraphique transatlantique, ayant stipulé que la nature, le mode et la quotité d'une subvention accordée pour l'établissement de cette ligne à monsieur Pier Alberto Balestrini, seraient définitivement fixés par un Protocole dans lequel chacun des Représentants des divers Etats contractants prendrait les engagements spéciaux pour lesquels il aurait reçu les pouvoirs nécessaires;

Les Gouvernements italien, brésilien, français, haïtien et portugais ont fait les déclarations suivantes, par l'organe de leurs Plénipotentiaires respectifs:

Déclaration de l'Italie.

Le Plénipotentiaire italien déclare qu'il est autorisé à signer la Convention internationale sur la ligne télégraphique proposée par monsieur Balestrini, en réservant toutefois:

1° La question de la quotité et du mode de subvention à accorder lorsque la ligne fonctionnera, ainsi que le cas de difficulté pour l'exécution de l'article 12 du projet;

2° L'approbation du Parlement italien.

Déclaration du Brésil.

Le Plénipotentiaire du Brésil déclare qu'il signe la Convention télégraphique sous les réserves qu'il a notifiées le 20 avril dernier à S. E. monsieur le Ministre des Affaires Étrangères, et qu'il résume ainsi qu'il suit:

La disposition de l'article 2, relative à la neutralité de la ligne, s'appliquera au matériel et au personnel. Le Gouvernement brésilien se réserve la faculté de suspendre éventuellement le service dans le cas prévu par le paragraphe 35 de l'article 179 de la Constitution;

Le Gouvernement brésilien se réserve d'indiquer les points d'atterrissage et les stations à établir sur son territoire. La ligne concédée à monsieur Balestrini ne dépassera pas le Sud de Natal. Il n'y aura pas de station à Maraca;

Le Plénipotentiaire brésilien déclare, en outre, que son Gouvernement s'engage, sauf approbation législative, à accorder à monsieur Balestrini une subvention de trois millions de francs moyennant l'accomplissement des diverses conditions arrêtées d'accord avec le concessionnaire.

Déclaration de la France.

Le Gouvernement français s'engage, sous réserve de la sanction du Corps législatif, à donner à l'entreprise de monsieur Balestrini une subvention de quatre millions de francs. Le mode de paiement de cette subvention et les conditions auxquelles elle est accordée, seront déterminés dans le Traité spécial à conclure avec monsieur Balestrini.

Déclaration de la République d'Haïti.

Le Plénipotentiaire haïtien déclare que son Gouvernement se réserve de faire connaître ultérieurement la nature, la quotité et le mode de paiement de la subvention qu'il se propose d'accorder au concessionnaire.

Déclaration du Portugal.

Le Gouvernement portugais s'engage, sauf l'approbation des Chambres, à accorder à monsieur Alberto Balestrini, concessionnaire de la ligne télégraphique transatlantique, une subvention de deux millions de francs, payables par cinquième de la manière suivante:

Le primier cinquième, lorsque la ligne fonctionnera de Lisbonne à Madère; le deuxième, lorsqu'elle fonctionnera jusqu'à Mindello, capitale de l'île de Saint-Vincent (Cap Vert); le troisième, lorsqu'elle fonctionnera jusqu'au Cap Saint-Roch; le quatrième, lorsqu'elle fonctionnera jusqu'à George-Town; le dernier cinquième enfin, lorsqu'elle fonctionnera jusqu'à Rio de Janeiro.

Le Gouvernement portugais fait en outre les réserves suivantes:

Qu'en aucun cas il ne prendra à sa charge la réparation des sinistres dans les câbles ou dans les propriétés de l'entreprise;

Qu'aucun avantage sur les taxes ne sera accordé par la Compagnie sans qu'il le soit également, dans la même proportion, à tous les pays contractants;

En ce qui concerne les sondages (lesquels, conformément à l'article 12 de la Convention, s'exécuteront après une entente préalable entre les Gouvernements contractants), que les charges du Gouvernement portugais seront réglées par distances kilométriques dans la proportion de la population, du tonnage et du commerce du Portugal, comparé aux autres pays signataires de la Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Protocole à Paris le 16 mai 1864.

(*L. S.*) Nigra.
(*L. S.*) Jose Marqubz Lisboa.
(*L. S.*) Drouyn de Lhuys.
(*L. S.*) C. Haentjens.
(*L. S.*) Païva.

PROTOCOLE II.

Le Gouvernement français ayant fait connaître aux Gouvernements d'Italie, du Brésil, du Danemark, d'Haïti et du Portugal que monsieur Pier Alberto Balestrini accepte la réduction à soixante années de la durée de la concession qui fait l'objet de l'article 7 de la Convention du 16 mai 1864, relative à l'établissement d'une ligne télégraphique sud-transatlantique; qu'il renonce à la subvention stipulée par l'article 13; enfin qu'il s'oblige à terminer, dans le délai de deux ans, à dater de l'échange des ratifications de la Convention, la section comprise entre les Antilles françaises et l'Amérique du Nord, et dans le délai de trois ans le section comprise entre les Antilles françaises et le Cap Saint Roch;

Les Plénipotentiaires soussignés déclarent que leurs Gouvernements respectifs prennent mutuellement acte: 1° de la réduction à soixante ans de la durée de la concession accordée à monsieur Balestrini; 2° de l'abandon de la subvention qu'ils s'étaient engagés à lui donner; 3° de l'engagement pris par monsieur Balestrini de relier, dans un délai de deux ans, les Antilles françaises à l'Amérique du Nord, et dans un délai de trois ans, le Cap Saint-Roch aux Antilles françaises; la Convention devant être considérée come périmée si ledit engagement n'est pas rempli, sauf toutefois les cas de force majeure, constatés par les Gouvernements respectifs.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent Protocole, et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait en six expéditions à Paris le 31 acût 1869.

(*L. S.*) Nigra.
(*L. S.*) Henrique Luis Ratton.
(*L. S.*) Moltke-Hvitfeldt.
(*L. S.*) De la Tour d'Auvergne.
(*L. S.*) Salomon.
(*L. S.*) De Saldanha.

Il N. 5288 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Presidente del Consiglio, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data all'Atto sottoscritto a Parigi il 31 maggio 1865, da Noi ratificato, e le cui ratifiche furono ivi scambiate il 30 settembre 1865, mediante il quale venne accettata l'accessione fatta dal R. Governo di Danimarca, con dichiarazione del 27 maggio 1865, alla Convenzione internazionale del 16 maggio 1864 tra l'Italia, il Brasile, la Francia, la Repubblica di Haiti ed il Portogallo, per lo stabilimento di una linea telegrafica transatlantica.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 26 settembre 1869.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. Menabrea.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Il Cavaliere Costantino Nigra, Nostro Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà l'Imperatore dei Francesi, avendo, in virtù della conferitagli autorizzazione 13 maggio 1865, accettato formalmente, sotto riserva delle Nostre ratificazioni, l'Atto di accessione di Sua Maestà il Re di Danimarca, sottoscritto a Parigi addì 27 maggio del corrente anno dal Conte di Moltke Hvitfeldt, Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario della prefata Maestà Sua, alla Convenzione firmata in Parigi il 16 maggio 1864 tra l'Italia, il Brasile, la Francia, la Repubblica d'Haiti ed il Portogallo, per lo stabilimento d'una linea telegrafica transatlantica;

Atto di accettazione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi de Danemark ayant accédé à la Convention signée à Paris le 16 mai 1864 entre l'Italie, le Brésil, la France, la République d'Haïti et le Portugal, pour l'établissement d'une ligne télégraphique transatlantique, par l'Acte d'accession délivré par monsieur le Comte de Moltke Hvitfeldt, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Paris, Acte d'accession dont la téneur suit:

ACTE D'ACCESSION

à la Convention télégraphique signée à Paris le 16 mai 1864.

« Sa Majesté le Roi de Danemark ayant manifesté le désir d'accéder à la Convention signée à Paris le 16 mai 1864 entre Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Excellence le Président de la République d'Haïti et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, pour l'établissement d'une ligne télégraphique transatlantique;

« Le soussigné Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Danemark auprès du Cabinet des Tuileries, dûment autorisé à cet effet, déclare que Sa Majesté le Roi de Danemark accède, par le présent Acte, à ladite Convention, laquelle est censée insérée ici textuellement, en s'engageant non-seulement envers Sa Majesté le Roi d'Italie mais aussi envers toutes les autres Puissances qui ont pris part aux engagements de la Convention, à concourir de son côté à l'accomplissement des obligations contenues dans ladite Convention, qui peuvent concerner Sa Majesté le Roi de Danemark.

« Le présent Acte d'accession sera échangé contre un Acte d'acceptation remis au nom de Sa Majesté le Roi d'Italie.

« Ces deux Actes seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

« En foi de quoi, nous, Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Danemark, avons signé le présent Acte d'accession et y avons apposé le cachet de nos armes.

« Fait à Paris le 27 mai 1865.

(*L. S.*) Moltke Hvitfeldt.

Sa Majesté le Roi d'Italie a autorisé le soussigné, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Paris, à accepter formellement ladite accession.

Le présent Acte d'acceptation sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, nous, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie à Paris, avons signé le présent Acte d'acceptation, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Paris le 31 mai 1865.

(*L. S.*) Nigra.

Noi, avendo veduto ed esaminato il sovrascritto Atto di accettazione, firmato in Parigi addì 31 maggio 1865, lo abbiamo approvato, ratificato e confermato, come per le presenti lo approviamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarlo e farlo inviolabilmente osservare.

In fede del che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Firenze addì 22 del mese di giugno, l'anno del Signore mille ottocento sessantacinque, e del Regno Nostro il decimosettimo.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di S. M. il Re
Il Presidente del Consiglio,
Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
Alfonso La Marmora.

Con decreto R. del 10 ottobre corrente vennero accolte le dimissioni state presentate dal cav. Giuseppe Borgnini dalla carica di procuratore del Re presso il tribunale di Firenze.

Con R. decreto 30 settembre 1869:

A Randaccio comm. Carlo, e

Poggi cav. Felice, direttori capi divisione di 1ª classe al Ministero della Marina, venne concesso l'aumento di stipendio di L. 500 a datare dal 1° ottobre 1869.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE.

Molte corrispondenze per la Francia ed oltre vanno attualmente soggette al ritardo di 24 ore pel fatto che non vengono impostate in tempo utile per poterle far proseguire col treno internazionale.

Nel fissare su di ciò l'attenzione del pubblico si crede pertanto opportuno di avvertire che l'impostazione utile di dette corrispondenze ha luogo in Firenze presso l'ufficio centrale in piazza della Signoria alle 4 pomeridiane e presso l'ufficio della stazione di Santa Maria Novella alle 4 30 pomeridiane per proseguire col treno delle 5 pomeridiane diretto a Susa.

Firenze 14 ottobre 1869.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

Situazione delle Tesorerie la sera del 30 settembre 1869.

ENTRATA.

1. Versamenti nelle Tesorerie in conto entrate ordinarie e straordinarie diverse dei bilanci 1868 e 1869	1,394,092,648 30
2. Alienazione di obbligazioni dell'asse ecclesiastico (*)	76,361,829 38

3. Anticipazione dalla Società per la Regia dei tabacchi		173,663,553 73
4. Fondi provenienti dagli stralci delle Tesorerie e Casse delle cessate Amministrazioni degli ex-Stati d'Italia		379,877 90
5. Fondi somministrati dal Tesoro Veneto		4,914,852 13
6. Debiti di Tesoreria e debiti fluttuanti il 30 settembre 1869, cioè:		
a) Buoni del Tesoro in circolazione . .	302,227,028 16	
b) Vaglia del Tesoro in circolazione . .	43,294,649 05	
c) Quietanze di fondi somministrati in circolazione . . .	7,857,939 89	
d) Conti correnti diversi	2,505,000 »	
e) Conto corrente colla Banca Nazionale pel mutuo di 278 milioni in biglietti	278,000,000 »	
f) Conto corrente colla Banca Nazionale per anticipazione di 100 milioni contro deposito di obbligazioni dell'asse ecclesiastico	100,000,000 »	
g) Anticipazione al 3 0/0 dalla Banca Nazionale contro deposito di buoni del Tesoro, a termini degli articoli 9 del Regio decreto 1° ottobre 1859, e 7 del Regio decreto 29 giugno 1865	20,000,000 »	
		753,884,617 10
		2,403,297,378 54

USCITA.

1. Eccedenza di pagamenti in confronto delle riscossioni sull'esercizio 1867		366,346,224 23
2. Pagamenti dalle Tesorerie di spese ordinarie e straordinarie diverse dei bilanci 1868 e 1869		1,681,171,807 01
3. Obbligazioni dell'asse ecclesiastico ricevute in pagamento di beni, ammortizzate e da ammortizzare.		109,874,000 »
4. Crediti di Tesoreria il 30 settembre 1869, cioè:		
a) Pagamenti per conto delle Cassa depositi e prestiti.	7,355,771 98	
b) Id. per conto della Cassa militare . .	384,595 63	
c) Id. per conto dell'Amministrazione del culto	24,059,150 57	
d) Sovvenzioni agli uffici postali pel pagamento di vaglia	3,309,920 »	
e) Anticipazioni a Società di ferrovie .	82,387,314 33	
f) Fondi di scorta ai Regi legni della marina	1,350,000 »	
g) *Deficit* di Tesorieri	3,040,137 52	
		121,886,890 03
		2,279,278,921 27
Numerario e biglietti di Banca in cassa il 30 settembre 1869.		124,018,457 27
		2,403,297,378 54

(*) Le obbligazioni alienate a tutto settembre 1869 ammontano ad un valore nominale di L. 122,257,900 con un prodotto netto di . . . . . . L. 98,142,510 46

A questo prodotto sono da aggiungersi gli interessi al 1° aprile e 1° ottobre 1868 e 1° aprile 1869 incassati dall'Erario sulle obbligazioni non alienate alla scadenza di quei semestri 10,588,760 »

Totale L. 108,731,270 46

Di essa somma s'introitarono con applicazione all'esercizio 1867 . . L. 32,369,441 08

E furono imputate come sopra agli esercizi 1868 e 1869 . . . . L. 76,361,829 38

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI -- Commissariato Generale delle Strade Ferrate

PRODOTTO della tassa del decimo sui trasporti a grande velocità nel primo semestre 1869 in confronto con quello ottenuto per egual periodo di tempo nel 1868.

RETI O LINEE	TRASPORTI ORDINARI				TRASPORTI PER CONTO DEL GOVERNO				Totale generale
	VIAGGIATORI	BAGAGLI	MERCI	Totale	VIAGGIATORI	BAGAGLI	MERCI	Totale	
Società delle ferrovie dell'Alta Italia.									
Rete Piemontese (1)	480,938 28	21,017 05	95,062 82	597,018 15	44,218 99	881 38	52,615 74	97,716 11	694,734 26
Id. Lombarda	250,429 83	8,687 12	53,374 51	312,491 46	34,387 02	321 12	30,441 70	65,149 84	377,641 30
Id. Italo-Centrale	189,808 30	13,568 56	38,062 39	241,439 25	83,321 40	1,234 24	47,814 62	132,370 26	373,809 51
Id. Veneta Tirolese	201,154 03	11,705 45	28,379 76	241,239 24	14,795 98	687 82	1,623 25	17,107 05	258,346 29
Id. Toscana	45,208 97	2,006 44	5,817 23	53,132 64	2,974 20	194 49	211 21	3,379 90	56,512 54
Linea Voghera-Pavia-Brescia	16,459 71	658 02	3,436 82	20,554 55	1,733 41	104 37	157 57	1,995 35	22,549 90
Società delle Ferrovie Meridionali.									
Rete Adriatica	241,116 72	11,413 06	34,317 38	286,847 16	32,472 44	4,367 48	»	36,839 92	323,687 08
Id. Tirrena	60,389 83	842 87	3,136 71	64,369 41	1,555 95	»	104 75	1,660 70	66,030 11
Società delle Ferrovie Romane	413,578 98	23,704 39	39,719 07	477,002 44	20,522 41	859 47	3,106 53	24,488 41	501,490 85
Società delle Ferrovie Calabro-Sicule	52,034 18	1,288 24	4,412 60	57,735 02	1,322 17	45 38	29 68	1,397 18	59,132 20
Società della Ferrovia Torino-Ciriè	10,315 91	72 65	267 69	10,656 25	»	»	»	»	10,656 25
Società della Ferrovia del Moncenisio (Fell)	12,683 60	531 »	3,100 13	16,314 73	»	»	»	»	16,314 73
Totali	1,974,218 34	95,494 85	309,087 11	2,378,800 30	237,303 97	8,695 70	136,105 05	382,104 72	2,760,905 02
Prodotto ottenuto nel 1° semestre 1868 . . .	1,565,398 45	70,946 01	246,656 06	1,883,000 52	133,310 06	3,303 91	15,103 31	151,717 28	2,034,717 80
Differenza . . . in più	408,819 89	24,548 84	62,431 05	495,799 78	103,993 91	5,391 79	121,001 74	230,387 44	726,187 22
Differenza . . . in meno	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Annotazioni.

A formare l'aumento come sovra ottenutosi nella tassa relativa ai trasporti ordinarii contribuirono:

Per L. 32,097 73 le due reti del Piemonte e della Lombardia.
Per L. 241,239 24 la rete Veneta, sulla quale la tassa del decimo non era ancora in vigore durante il 1° semestre 1868.
Per L. 55,293 29 la linea ligure.
Per L. 49,184 30 la rete delle Ferrovie Romane.
Per L. 97,755 17 la rete Adriatica delle Ferrovie Meridionali.
Per L. 14,519 06 la rete delle Ferrovie Calabro-Sicule.
Per L. 8,716 72 la linea da Torino a Ciriè.
Per L. 15,678 13 la Ferrovia del Cenisio (sistema Fell).

Totale L. 514,483 64 da cui voglionsi dedurre
L. 18,683 86 rappresentanti la differenza in meno verificatasi sopra alcune linee.

Aumento L. 495,799 78

(1) Compresa la linea Ligure.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Concorso a l'ufficio di professor titolare di storia e geografia nel R. liceo ginnasiale Principe Umberto di Napoli.

Secondo le disposizioni contenute nel capo II della legge 10 febbraio 1861 per l'istruzione secondaria nelle provincie napolitane è aperto il concorso all'ufficio di professor titolare di storia e geografia nel R. liceo ginnasiale Principe Umberto di Napoli collo stipendio di annue lire duemila duecento (L. 2,200). Entro due mesi dalla data del presente avviso gli aspiranti dovranno presentare al R. provveditore agli studi di Napoli le domande di ammissione al concorso che avrà luogo per titoli e per esame nell'anzidetta città a forma del regolamento approvato col R. decreto 30 novembre 1864, n° 2043.

Firenze, addì 17 settembre 1869.

Pel Ministro: P. Villari.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

Concorso all'ufficio di professor titolare di matematica nel R. Liceo Parini di Milano.

Secondo le disposizioni contenute nel tit. 3°, cap. 3° della legge 13 novembre 1859, num. 3725, è aperto il concorso all'ufficio di professor titolare di matematica nel Liceo Parini di Milano collo stipendio di annue lire duemila duecento.

Gli aspiranti dovranno fra due mesi dalla data del presente avviso far pervenire al R. provveditore agli studi di Milano la domanda di ammissione al concorso che avrà luogo per titoli e per esame nell'anzidetta città a forma del regolamento approvato col R. decreto 30 novembre 1864, num. 2043.

Firenze, addì 3 settembre 1869.

Pel Ministro: P. Villari.

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorso all'ufficio di professor titolare di lettere italiane nel Liceo ginnasiale Principe Umberto di Napoli.

Secondo le disposizioni contenute nel capitolo 2° della legge 10 febbraio 1861 per l'istruzione secondaria nelle provincie napoletane è aperto il concorso all'ufficio di professor titolare di lettere italiane nel R. Liceo ginnasiale Principe Umberto di Napoli collo stipendio di annue lire duemila duecento.

Gli aspiranti dovranno fra due mesi dalla data del presente avviso far pervenire al R. provveditore agli studi di Napoli la domanda di ammissione al concorso che avrà luogo per titoli e per esami nell'anzidetta città a forma del regolamento approvato col R. decreto 30 novembre 1864, num. 2043.

Firenze, addì 3 settembre 1869.

Pel Ministro: P. Villari.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.

(Divisione IV. — Sezione IV).

Atto di cessione di diritto di esclusiva proprietà di marchi o segni distintivi di fabbrica.

Si deduce a pubblica notizia che il signor Gottardo Valentini, figlio del fu Leopoldo e della vivente Giuseppa Bergonzoli, procuratore generale della propria moglie Adelaide Gasparini, figlia del vivente dottore Antonio Gasparini Pollini, ha fatto a questo Ministero la dichiarazione prescritta dall'art. 2° della legge del 30 agosto 1868, n° 4577, in virtù della quale viene partecipato che con istromento in data 7 luglio 1869, rogato dal dottore Pietro Bordini, notaio residente in Milano, il dottore Antonio Gasparini Pollini del fu altro Antonio, domiciliato in Milano, via dei Fatebenefratelli n° 5, nipote ed unico erede successore del barone dottore Francesco Pollini, ha ceduto e venduto alla propria figlia Adelaide maritata Valentini il diritto di esclusiva proprietà dei marchi, segni distintivi di fabbrica, firma e denominazione speciale per la fabbricazione, preparazione, esercizio e vendita del farmaco acque e polveri antesifilitiche del Pollini, pei quali egli ha ottenuto da questo Ministero in conformità della suddetta legge del 30 agosto 1868, n° 4577, e del regolamento approvato col R. decreto 7 febbraio 1869, n° 4860, i seguenti n° 9 attestati di trascrizione tutti in data del 23 giugno 1869.

Numero progressivo	Qualità dei marchi o segni distintivi	Registro generale		Registro degli attestati	
		Volume	Numero	Volume	Numero
1	Gran medaglia in metallo	1	3	1	3
2	Gran timbro a secco . . .	1	4	1	4
3	Timbro a secco di famiglia	1	5	1	5
4	Timbro a secco rappresentante il Duomo di Milano	1	6	1	8
5	Piccola etichetta con firma manoscritta	1	7	1	6
6	Grande etichetta con *facsimile* di firma	1	8	1	7
7	Capsula metallica con *facsimile* di firma	1	9	1	9
8	Firma adottata	1	10	1	10
9	Denominazione di nome	1	11	1	11

Firenze, addì 6 ottobre 1869.

Per il Direttore Capo della 4a Divisione
Il Capo Sezione: Boni.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Concorso per posti di geologo operatore.

È aperto un concorso a due posti di geologi operatori presso il R. Comitato geologico

Sono ammessi a tale concorso gli allievi laureati delle scuole d'applicazione per gl'ingegneri e dell'Istituto tecnico superiore di Milano.

Potranno anche esservi ammessi allievi di altri stabilimenti tecnici quando giustifichino per mezzo di apposite prove di possedere istruzioni equivalenti.

L'esame di concorso sarà scritto ed orale. Esso verserà in modo speciale intorno ai soggetti seguenti:

1° Topografia — Nozioni speciali sul rilevamento topografico. — Altimetria — Uso dei diversi barometri specialmente di montagna — Disegno topografico — Si terrà conto dell'abilità nel disegno di paesaggio

2° Nozioni speciali di mineralogia e geologia — distinzione dei minerali e rocce principali — Carte e sezioni geologiche — Soluzione geometrica di problemi relativi alla stratigrafia.

Nozioni generali sui fossili animali e vegetali, sufficienti a dimostrare nel candidato il criterio paleontologico.

Non sono ammessi al concorso coloro che non hanno una costituzione fisica adeguata al servizio da essi richiesto

Le condizioni fatte per ora ai geologi operatori a tenore del regolamento approvato con decreto 30 agosto 1868 sono:

Di essere a disposizione del Comitato pei lavori sia di tavolino che di campagna.

Indennità annua fissa di lire 1800 e indennità da lire 6 a 15 il giorno secondo i giorni, nei mesi di lavoro in campagna.

Gli esami avranno luogo in Firenze nella seconda metà di novembre.

Coloro che vorranno essere ammessi a detto esame dovranno far pervenire al Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio non più tardi della fine di ottobre prossimo i certificati degli studi fatti nei diversi istituti.

Con decreto ministeriale verrà nominata la Commissione incaricata degli esami e verrà fissato il giorno in cui avranno luogo.

Visto: *Il Presidente del R. Comitato*
I. Cocchi.

PARTE NON UFFICIALE

NOTIZIE ESTERE

FRANCIA

Si legge nella *Patrie* del 13 ottobre:

L'Imperatore ha abbandonato ieri a un'ora pomeridiana il palazzo di Saint-Cloud ed è partito per Compiègne. Sua Maestà era accompagnata dal generale Fleury. I ministri si recheranno a Compiègne il prossimo giovedì.

— Lo stesso foglio scrive:

Parecchi giornali esteri annunziano che abbandonando Costantinopoli l'yacht a vapore l'*Aigle* si fermerà a Jaffa e che l'imperatrice farà una gita fino a Gerusalemme.

Noi crediamo di sapere che l'itinerario del viaggio non è stato modificato e che i due soli punti che l'augusta viaggiatrice intende di visitare, recandosi da Costantinopoli ad Alessandria, sono le isole di Rodi e di Cipro dove l'*Aigle* farà delle brevi soste.

— A Belleville ebbe luogo il 12 corr. una seconda riunione. Riflettendo a ciò ch'era successo il giorno innanzi si temeva che l'agitazione prenderebbe grandi proporzioni. Ma non ne fu nulla, dice la *Patrie*. La sala era piena zeppa, ma il pubblico non mostrava idee ostili. Di fuori molti curiosi, molta vivacità, ma null'altro. Nella *rue de Paris*, qualche magazzino fu chiuso prima dell'ora usuale. D'altronde erano state prese le misure di precauzione per reprimere, occorrendo, i tentativi di disordine.

— Si legge nel *Siècle* del 13:

Nei nostri dipartimenti del Nord-Ovest e del Nord Est è cominciata una forte agitazione contro i trattati di commercio che sono stati conseguenza delle dottrine economiche proclamate nella lettera imperiale diretta nel 1860 al signor Fould, allora ministro di Stato.

I nostri lettori si ricordano senza dubbio delle lamentanze che i metallurgisti francesi fecero pervenire al Corpo legislativo, lamentanze nelle quali eglino si dicevano ruinati perchè non erano in grado di sostenere la concorrenza estera. Oggi sono i filatori e tessitori della Normandia, della Piccardia, dell'Artois, della Fiandra e dell'Alsazia che reclamano la denuncia dei trattati di commercio.

Allo scopo di ottenere questa denuncia gl'industriali delle indicate contrade nominarono qualche tempo fa un Sindacato, il quale immediatamente incominciò un'azione energica. In presenza di simile iniziativa, il governo nominò una Commissione composta di sei industriali e presieduta dal ministro di agricoltura e commercio onde studiare uno dei punti speciali della questione, le ammissioni temporanee.

Questa Commissione tenne tre sedute, dichiarò necessario un complemento d'inchiesta, che il signor Ozenne consigliere di Stato ebbe incarico di effettuare... E di poi la Commissione non è più stata convocata.

I nostri industriali non si tengono per battuti; il recente senatusconsulto, che concede al Corpo legislativo di votare i trattati di commercio ed il diritto d'iniziativa, ha inspirato loro il piano di una campagna all'inglese. Essi l'hanno inaugurata con un grande *meeting* tenuto a Mulhouse sotto la presidenza del sig. Dollfus. A questo *meeting* erano invitati tutti i deputati dei dipartimenti dell'Est, fra i quali sono venuti i signori: Tachard, Keller, Lefébure, deputati dell'Alto Reno; Rénouard de Bussière, del del Basso Reno; Buffet e Géliot, dei Vosgi; Andelarre e Grammont, dell'Alta Saona; Chevandier de Valdrôme, della Meurthe.

Il risultato del *meeting* è stato l'adozione delle proposte del sindato, le quali consistono nel tener fermo la denuncia del trattato di commercio e nel chiedere ai deputati di assumere la difesa degl'interessi dell'industria.

Un *meeting* ove si è trattata la stessa questione ha avuto luogo il giorno 8 a Rouen sotto la presidenza del signor Pouyer Quertier. Un altro è annunciato per oggi.

— Si legge nella *France* in data di Aubin, 12:

Il lavoro si riprende generalmente. È giunto il generale conte di Palikao. È pur giunto l'ingegnere delle miniere munito dalla Compagnia d'Orleans d'istruzioni larghe e concilianti. L'istruzione giudiziaria procede regolarmente e la esecuzione dei mandati d'arresto non trovò opposizione.

MONARCHIA AUSTRO-UNGARICA

L'arciduca Alberto, a quel che dice la *Patrie*, nutriva da lungo tempo il desiderio di recarsi a Berlino, ma lo stato delle relazioni tra l'Austria e la Prussia gli impedirono finora di soddisfarlo.

Essendo avvenuto un ravvicinamento fra le due Corti in seguito alla visita fatta dal principe reale all'imperatore, si assicura che l'arciduca Alberto si recherà fra breve a Berlino per fare una visita al re di Prussia. Dicesi che in seguito l'arciduca visiterà le principali fortezze della Germania.

SVEZIA E NORVEGIA.

Il segretario della legazione di Svezia a Parigi, signor Duë è stato nominato ministro plenipotenziario a Berlino. Il signor Duë fu rimpiazzato a Parigi dal signor Ackermann, già aggregato alla legazione di Svezia a Londra.

SPAGNA

I giornali di Madrid recano:

Alla data del 9 gl'insorti di Valenza erano tuttavia in possesso d'una porzione della città. Il comandante delle truppe incaricato di combatterli non gli aveva ancora attaccati, aspettando i rinforzi inviatigli dalla Catalogna. Nel resto della penisola nessun punto importante stava in mano ai ribelli. Però molte bande infestavano la campagna.

Il governò segnalò alle Cortes un fatto assai grave: il numero di quei deputati che si sono messi alla testa dell'insurrezione sommerebbe a 17. La Camera si riunì immediatamente nei suoi uffici per nominare una Commissione incaricata di proporre al governo le misure da prendersi contro i deputati rivoltosi.

Furono dichiarate in istato d'assedio le provincie di Valenza, Ciudad Real, Cuença, Valladolid, Malaga, Avila e Burgos.

Gl'insorti di Valls, circa 1500, si sono arresi al gener Baldrich, che accordò l'amnistia escludendone i colpevoli di delitti comuni. Anche gli insorti di Reus, che secondo i rapporti officiali ascendono a 1800, hanno capitolato.

SVIZZERA

Il tribunale federale è convocato in Berna per il 25 ottobre, nella presunzione che la sessione dell'assemblea federale non sarà continuata oltre ad una settimana.

Nel cantone di Soletta la costituzione cantonale stata riveduta parzialmente dal Gran Consiglio venne adottata domenica p. p. dal popolo radunato ne' comizi con voti 7,708 contro 3,478.

La nuova costituzione stata riveduta dal Gran Consiglio dei Grigioni è ora sottoposta all'approvazione del popolo di questo cantone. I punti riformati sono: art. 2 *b*: *Referendum* per le spese oltre a fr. 100,000; art. 3 *b*: diritto di proposta (iniziativa) del popolo; art. 36: controllo delle amministrazioni comunali da parte dello Stato; art. 39: sorveglienza e cura delle scuole per opera dello Stato; art. 41: sorveglianza e cura dei boschi per opera dello Stato; art. 42: competenza dei tribunali distrettuali in ordinanze economiche; art. 45: diritto di voto limitato degli svizzeri domiciliati nei relativi comuni; art. 46: impiego dei fondi comunali secondo la loro destinazione; art. 47: compartecipazione degli svizzeri domiciliati al godimento de' fondi comunali contro pagamento di un indennizzo.

TURCHIA

Si scrive per telegrafo da Costantinopoli, 11 ottobre, all'*Havas*:

Il granvisir Rali pascià, l'ambasciatore ottomano a Parigi Djemil pascià e l'ambasciatore di Francia presso il governo turco signor Bourée, sono partiti ieri per i Dardanelli, per ricevervi l'imperatrice che arriverà a Costantinopoli il 13 a un'ora dopo mezzogiorno.

TUNISI

Si scrive da Tunisi, 5 ottobre, all'*Osservatore Triestino*:

Fu protestato l'avviso emanato dal Comitato esecutivo, riguardo al deposito dei titoli così detti fluttuanti nelle mani del Comitato suddetto.

Sabato scorso i tre consoli di Francia, d'Italia e d'Inghilterra, ebbero una conferenza, nella quale il console d'Italia disse non riconoscere per nulla quell'avviso, giacchè non è effettuato di concerto col Comitato di controllo; quello d'Inghilterra fece le stesse osservazioni, perciò nulla poterono conchiudere. Si va dicendo che il Comitato esecutivo ritirerà quell'avviso per emanarne altro con leggieri cangiamenti.

Si sa poi positivamente che sta per uscire, e che anzi sarebbe già comparso, se non fosse insorto questo inconveniente, un altro decreto, col quale si dichiara l'unificazione dei debiti riducendo l'interesse al solo 4 1/2 per cento.

Domenica scorsa S. A. il bey, con seguito, si trasportò dalla Goletta al suo palazzo del Bardo.

NOTIZIE VARIE

La *Gazzetta dell'Emilia* così scrive in data d'oggi:

Proveniente da Venezia ieri alle ore 2 45 arrivava alla nostra stazione S. A. R. il principe Federico Guglielmo di Prussia. Il marchese Pepoli vi si recò a salutarlo ed il principe lo invitò a colazione, dopo di che il marchese Pepoli condusse S. A. R. all'esposizione, ove il principe rimarcò e lodò molto le cornici a intaglio del Vespignani d'Imola, le macchine di Calzoni, le maioliche del Minghetti, i letti in ferro dei fratelli Ghibellini di San Giovanni ed i ferri chirurgici del Lollini. — S. A. mostrò anche molto interesse per la filatura della ginestra, anzi pregò il marchese Tanara, che si fece ad accompagnarlo nella rapida visita, affinchè volesse inviargli quella memoria che per avventura venisse stampata su questa nuova filatura.

Il principe accompagnato da Usedom, Brassier di Saint-Simon e dal generale Robilant proseguì il suo viaggio per Ravenna.

— Si legge nella *Gazzetta di Venezia* di ieri 14:

S A. il Principe Reale di Prussia partì questa mattina col treno diretto delle 9 50 per Bologna e Ravenna. Di là si recherà a Brindisi e poi andrà a Corfù, ove s'imbarcherà sulla *Hertha* per l'Oriente. Il Principe era accompagnato dal generale Robilant, e alla stazione fu ossequiato dal prefetto comm. Torelli, dal console generale della Confederazione del Nord in Trieste bar. di Lutteroth, dal console della Confederazione del Nord in Venezia bar. de Kunkler, dal ministro protestante dott. Elze e dal rappresentante della Comunità evangelica sig. Föhr, dal sig. Nerly pittore prussiano, e dal conte Vettore Moro-Lin. I signori Elze e Föhr ebbero pure l'onore di essere invitati a pranzo dal Principe lunedì passato, insieme col sig. Bloot.

— Ieri il Principe consegnò all'aiutante di S M. il Re, generale Negri, le insegne dell'Ordine dell'Aquila Rossa di prima classe; all'ufficiale d'ordinanza di S. M., marchese Laiatico dei principi Corsini, quelle dell'Aquila Rossa di seconda classe, e al conte Angelo Papadopoli, cerimoniere del Palazzo Reale, quelle dello stesso Ordine di terza classe. Il conte Vettore Moro-Lin ebbe l'insegne dell'Ordine della Corona.

— Il *Tergesteo* reca i seguenti particolari sul testamento del cav. Tonello del quale ieri annunziammo la morte.

Fra i varii legati crediamo degni di speciale menzione i seguenti: fior. 22,000 ai poveri di Trieste, fior 10,000 ai poveri di Venezia, fior. 1000 ai poveri di Muggia Quindicimila fiorini ai tre capimastri del suo cantiere.

Ai quattro agenti di scrittoio fior. 5000 ciascheduno. Al suo prediletto capitano Pilafer fior. 15,000. A due orfani di Monfalcone fior. 4000 ognuno. La Villa di Monza al signor Stefano de Conti. All'Ospizio di Recoaro fior. 1000 Alla chiesa di Recoaro fior. 1800, al dott. Volpi fior. 1000.

— I tre primi premii che erano assegnati alla seconda estrazione del prestito a premii della città di Bari delle Puglie seguita al 10 di questo mese toccarono ai signori:

Bonanni Michele di Aquila (Abruzzo Ulteriore II) possessore del titolo provvisorio serie 558, n° 7. Primo premio di lire 50,000.

Cellatica Augusto — possessore del titolo provvisorio, serie 54, n° 69, che ebbe ad acquistarlo direttamente dalla Banca Compagnoni. Secondo premio lire 2000.

Maggiore Stefano Siccoli, possessore del titolo provvisorio, serie 49, n° 83. Terzo premio di L. 1000.

(*Lombardia*)

— Il Ministro dei Lavori Pubblici comm. Mordini ha inviata al presidente degli Ospizi Marini di Viareggio la seguente lettera che togliamo dalla *Nazione*:

Firenze, 29 settembre 1869.

Illustrissimo Signore,

Io metto una speciale importanza nell'esprimerle la grande soddisfazione che provai nel visitare il 22 di questo cadente mese gli Ospizi Marini di Viareggio in compagnia del chiarissimo professor Barellai che ne fu l'instancabile promotore.

Quella istituzione è una splendida conferma di un principio vecchio quanto il mondo, ma, troppo spesso neglette, che l'uomo può ciò che vuole, e che la fede nella riuscita di un'idea è una forza irresistibile, massime quando si tratta dell'associazione del bene.

La S. V., che così degnamente presiede il Pio Istituto, mi permetta dunque di rivolgerle le più sincere congratulazioni per il buon risultamento già ottenuto a pro di tanti infelici beneficati dagli Ospizi Marini di Viareggio, e di esprimerle la massima speranza che il nobile esempio già in molte parti d'Italia seguito con vero successo sempre più si diffonda con reale e duraturo sollievo per l'egra umanità.

Mi permetta altresì la S V. che nella mia qualità di Ministro dei Lavori Pubblici io le dichiari in particolar modo che sarebbe una vera fortuna per lo Stato, se tutte le pubbliche costruzioni potessero essere condotte come il grandioso stabile degli Ospizi, val quanto dire, colla massima solidità congiunta colla massima economia. — Ma forse non vi è quaggiù che la sola carità capace di siffatti miracoli.

Aggradisca, illustrissimo signore, i sensi della mia alta osservanza.

Devotissimo
A. MORDINI.

— Sul terribile disastro accaduto a Piacenza scrivono da quella città alla *Lombardia*:

Ieri, 12, dalle 9 alle 10 antimeridiane, sette soldati e il caporale falegname del 41° reggimento, accasermati nel quartiere Farnese, attendevano nella stanza che serve di deposito alle munizioni a disfare parecchie cartuccie guaste, dividendo le palle dalla polvere e gettando la carta. La polvere ammassata in una cassa poteva ascendere a quarantacinque chilogrammi di peso. Finita tale operazione, il caporale falegname diceva ad un soldato di andare a prendere una scopa per mettere in ordine la stanza. Il soldato scese diffatti nella corte, e, trovato l'occorrente, stava per risalire, quando tutto a un tratto si ode una spaventevole detonazione che fa tremare dalle fondamenta la vasta caserma. Sul subito i soldati che occupano le camerate vicine, non sapendo che pensare, fuggono spaventati; ma bentosto, ripreso animo, tornano donde erano venuti, e si presenta ai loro occhi il più desolante spettacolo che si possa immaginare. La volta della stanza si era staccata di netto seppellendo sotto le macerie cinque soldati e il caporale falegname; le due pareti di fondo erano pure crollate: da una parte un soldato veniva lanciato giù per la scala a chiocciola che mette alla polveriera, rimanendo orribilmente pesto; dall'altra, un soldato che trovavasi nell'attiguo ufficio di foreria era scaraventato contro la finestra e schiacciato quasi dall'urto. Si smossero le macerie: due soldati erano già spirati; quattro ancora consci dell'esser loro, mandavano gemiti strazianti; gli infelici non aveano di uomo neppur l'effigie; dalle orecchie mandavano come un torrente di sangue; l'occhio era si può dire scomparso. Apprestate loro le prime cure, vennero trasportati all'ospedale divisionario, ove soccombevano nella susseguente notte. Quei due che dalla forza dell'esplosione furono lanciati uno in fondo alla scala e l'altro contro la finestra, non sono morti ancora; trovansi per altro agonizzanti.

Altri sei o sette individui ebbero a riportare leggiere ferite o contusioni, tra essi un furiere, il quale ebbe malconcia la testa da un sasso.

Appena accaduto lo scoppio, accorsi i pompieri e un muratore, di cui spiacemi non rammentare il nome, si presero le più minute precauzioni per impedire l'incendio, se mai covasse sotto le macerie

Un altro pericolo era a temersi, che cioè le due o tre casse di cartuccie rimaste sotto le rovine avessero a divampare mentre le rovine stesse erano smosse; ma anche questo venne fortunatamente evitato.

Sulle cause della disgrazia non si può dir nulla di certo, essendo i presenti al fatto o morti o moribondi Si suppone che l'incendio siasi destato perchè qualcuno abbia voluto muovere dal posto la cassa trascinandola, e si trovasse per terra qualche pezzetto di quella materia infiammabilissima detta *tacco d'innesco*, che, posta in fondo alla cartuccia, le comunica il fuoco dietro l'azione dell'ago.

Non manca il motivo di consolarsi, pensando che i danni avrebbero potuto essere di gran lunga maggiori, tanto per guasti materiali, quanto per le vittime che il disastro avrebbe potuto avere, primieramente se, per una combinazione inesplicabile del pari che fortunata, alle altre casse di cartuccie si fosse comunicato l'incendio; in secondo luogo, se nella camerata dello stato maggiore di cui rovinò il muro, si fossero trovati i musicanti, i tamburini, ecc. Dalla stanza attigua alla polveriera dalla parte della corte, rimasta fortemente danneggiata, erano usciti poco prima alcuni individui, tra cui un ufficiale, i quali, in caso diverso, sarebbero inevitabilmente rimasti vittime dell'esplosione.

Non occorre far l'enumerazione degli accorsi sul luogo del disastro; ma non si può tacere del buon cuore del ceto medico della città. Più di quaranta tra medici e chirurghi si affrettarono a prestar l'opera loro.

Oggi, alle 4, sono stati resi gli onori funebri ai sei morti. La città, bisogna pur dirlo, si è associata vivissimamente al dolore della truppa: alle finestre e agli usci delle botteghe gremiti di gente si vedevano bene spesso donne e uomini di ogni condizione, chi cogli occhi umidi, chi dirottamente piangente.

Il corteggio, nella sua semplicità, era commoventissimo. Un soldato portava la croce. Venivano quindi due carri a quattro cavalli, ognuno dei quali recava tre cadaveri. Tenevano poi dietro i preti, una ventina di suore della carità, le musiche militari e numerose rappresentanze di ufficiali e sott'ufficiali di tutte le armi.

— Intorno a un congresso artistico che si vuol tenere nel prossimo anno a Parma, così scrivono i giornali di quella città:

Il Corpo accademico dell'Accademia parmense di belle arti con deliberazione del 30 agosto prossimo passato si costituiva in Comitato di esecuzione sotto la presidenza del conte Luigi Sanvitale, senatore del Regno, e coi vicepresidenti comm. Michele Lopez, direttore del Museo di antichità, e cav. Francesco Scaramuzza, direttore dell'Accademia. Il cav. prof. Pietro Martini, segretario dell'Accademia, a cui è dovuta la prima idea dell'artistica adunanza italiana, sarà il segretario del Comitato esecutivo. Ora si sta componendo il Comitato promotore nel quale sembra abbiano ad avere parte personaggi ragguardevoli, cultori e protettori delle arti, e rappresentino le varie provincie italiane. La presidenza del Comitato promotore venne offerta ed accettata dal marchese Filippo Gualterio, senatore del Regno, ministro della casa di S. M., benemerito delle arti e dell'archeologia ed illuminato scrittore di storie italiche. Il cav. Antonio Pavan, ottimo ed intelligente amico delle arti e degli artisti, è il segretario del Comitato promotore.

— Un telegramma parigino del 13 corrente reca la notizia della morte di uno dei più celebri letterati francesi, Carlo Agostino Sainte-Beuve. Egli era nato il 23 dicembre 1804. Si era dedicato nella sua gioventù alla carriera medica, ed aveva ottenuto un posto nello spedale di San Sulpizio; ma prevalsero ben tosto gli istinti poetici della sua indole, e si rivolse agli studii letterarii, nei quali doveva sorgere a tanta altezza come critico. A quel periodo (prima del 1830) appartengono le sue prime pubblicazioni come il *Tableau historique et critique de la poésie française et du théâtre français au XVI siècle*; e i primi *Portraits*.

Dopo il 1830, Sainte-Beuve segue la corrente sansimoniana, poi quella di Lamennais. L'idea della sua opera più stimata, l'*Histoire de Port Royal*, diventava possibile mediante questo contatto col misticismo, e maturava durante l'insegnamento letterario dato dal Sainte-Beuve a Losanna, nel 1837. Nel 1840 diventava bibliotecario alla Mazarina; nel 1845 succedeva nell'Accademia francese a Casimiro Delavigne; nel 1850 entrava nel *Constitutionnel*; nel 1851 scrisse nel *Moniteur*, e venne nominato professore di poesia latina, al Collegio di Francia, che fu il teatro scelto dagli studenti a manifestare la loro opposizione al Governo.

Nel 1863, l'Imperatore lo nominava senatore, e due anni dopo il Sainte Beuve era compreso nella Commissione dei cinque nominati a dirigere la nuova edizione del *Dizionario storico della lingua francese*.

— Il 9 avvenne un nuovo disastro di ferrovia in Inghilterra in occasione della fiera di Nottingham. Il convoglio di Leicester si era fermato alla stazione di Trent, dopo la mezzanotte, avendo trovato la ferrovia ingombra da un treno di merci Sopraggiunse il convoglio postale di Nottingham a gran velocità e urtò nel convoglio di Leicester. L'urto fu terribile: sette persone rimasero morte sul luogo, otto sono gravemente ferite.

La scena che tenne dietro nella notte oscura e nebbiosa è delle più strazianti. Due giovinette di 20 anni sono rimaste orribilmente mutilate, Una madre incinta perdè due bambini che aveva con sè ed ebbe rotta la gamba destra. Un'altra signora che era nel convoglio col marito e una sorella, perdè il primo e ricevè varie lacerazioni alla gamba sinistra e contusioni,

— Si ha da Nuova York, 27 settembre:

Nonostante la grande opposizione sorta in California contro l'introduzione di lavoranti cinesi, sembra che l'influsso di questi sia per crescere smisuratamente. S'intende di stabilire vapori settimanali da San Francisco per la Cina, per agevolarne il trasporto. Molti agenti delle principali case del Sud sono andati nella Cina, accompagnati da' Cinesi pratici del paese, per prendere al loro servizio i contadini più adatti a lavorare i campi di cotone e di canne da zucchero. Persino a Nuova York si parla di ottenere una buona quantità di Cinesi: il *Journal of Commerce* è d'opinione che una decina di migliaia di essi troverebbero tosto impiego siccome inservienti nelle case, tanta è l'opinione che ivi si nutre della loro intelligenza, versatilità ed onestà. Il *Times* è d'opinione che per 10 o 20 anni il mondo vedrà su tale rispetto uno dei più importanti cangiamenti che siansi mai osservati nella distribuzione delle razze umane.

— Togliamo dal solito rendiconto che pubblica il *Giornale ufficiale* francese delle adunanze dell'Accademia delle scienze di Francia il seguente passo che concerne la questione della precisione del metro:

Nell'adunanza del 4 corrente il signor Faye chiede la permissione di tornare sulla quistione del sistema metrico per rispondere ad una nota stata inviata all'Accademia dal signor di Pontécoulant intorno alla convenienza di creare un nuovo metro prototipo.

Il signor Pontécoulant dice che è cosa pur troppo provata che un errore di 69 tese fu commesso nel calcolo dell'arco del meridiano compreso tra i paralleli di Barcellona e Formentera Ne risulta naturalmente che il metro stato adottato non è punto la diecimilionesima parte del quarto del meridiano terrestre, secondo la sua definizione, basata sul filosofico pensiero di connettere l'unità di misura ad una base invariabile e dipendente dalle dimensioni della terra.

Il signor Faye non si trova imbarazzato a rispondere alle asserzioni del signor di Pontécoulant. E anzitutto, egli dice, l'errore commesso sul meridiano di Barcellona, fosse pure di cento, di mille, di cento mila tese, importerebbe poco nella quistione. Infatti il valore del metro era già stabilito da quindici anni quando la determinazione del meridiano di Barcellona fu fatta dai signori Biot e Arago. Il signor di Pontécoulant pare non si rammenti che il valore del metro venne fissato sopra il meridiano di Méchain e Delambre nel 1793 e non sopra quello di Arago e Biot nel 1808

E poi c'è sempre errore in volere assolutamente considerare come filosofica la pretesa idea che i promotori del sistema metrico abbiano voluto mettere in armonia il metro colle dimensioni invariabili della terra Forse che la schiacciatura della terra era rigorosamente nota? Nol sapevano essi forse? E che si aveva egli a quel tempo la prosunzione di avere stabilito misure la cui esattezza non avesse più tardi ad essere superata coi progressi della scienza? La definizione del metro si riduce a questo: la lunghezza del prototipo degli Archivi. Non c'è ragione di cercarne altri.

Il signor Faye dimostra assai chiaramente con esempi ingegnosamente scelti che non solo non v'è tornaconto a correggere il metro, ma che sarebbe cosa pericolosa lo entrare in somigliante via.

Il signor Mathieu. Sono profondamente stupito della nota del signor di Pontécoulant. Ma che! Egli scrive: « È cosa difficile che noi presumiamo d'imporre a tutte le nazioni europee una misura che noi abbiamo *adottato d'urgenza*, sotto la pressione di contingenze imperiose!... » Ma qui si dimenticano le date e i fatti Egli confonde l'anno III e l'anno VI, Lacaille, e Delambre e Méchain. Sì, Lacaille si è servito di un metro provvisorio, o piuttosto di un regolo di quattro metri per fare il suo lavoro; ma il metro che fu portato alla sbarra della Convenzione, il metro adottato legalmente nel 1799 non è niente affatto il metro provvisorio, cui sembra unicamente conoscere il sig. di Pontécoulant.

Inoltre come si fa mai a dire che bisogna fare un nuovo metro sopra triangolazioni più rigorose che quelle che furono intraprese in Francia? È forse la terra una sferoide regolare? Quanti i meridiani, tanti sono i valori, tanti i metri La determinazione infine del meridiano di Spagna che il signor di Pontécoulant invoca non servì mai alla fissazione del metro. Le operazioni di triangolazione di Arago e Biot erano del resto, per ciò che concerne questo meridiano, perfettamente esatte; l'errore ha preso origine solo nei calcoli. Lo ripeto un'altra volta, non vi sono modificazioni da fare nel metro. La maggior parte delle nazioni straniere lo hanno già adottato; nè vi sarebbe più motivo di non cambiar metro ogni secolo. Il metro legale, il metro reale è il metro degli Archivi.

DIARIO

Alle due pomeridiane del 13 corrente l'imperatrice dei Francesi è giunta a Costantinopoli dove fu ricevuta con tutti gli onori dovuti all'alta sua posizione. Il Sultano l'accompagnò egli stesso al palazzo di Beglerbey destinatole per residenza durante il suo soggiorno nella capitale della Turchia.

Relativamente al viaggio dell'imperatore di Austria in Levante la *N. F. Presse* annunzia che il conte Andrassy, ministro presidente ungherese, dovendo assistere ai lavori della dieta, non si muoverà da Pest, e che in sua vece s'associerà al corteggio dell'imperatore il signor Gorové, ministro del commercio. La squadra che condurrà l'imperatore toccherà nel suo ritorno il Pireo e Brindisi.

Due diete provinciali dell'Austria, quelle di Clagenfurt e di Gratz, si sono pronunciate definitivamente in favore delle elezioni dirette e per l'aumento del numero dei deputati al Consiglio dell'impero. Un'altra dieta, quella di Linz, ha adottato la seguente risoluzione: La dieta dichiara che l'esistenza ulteriore del concordato è incompatibile col benessere del paese e propone quindi alla Camera dei deputati di provocare di propria iniziativa l'abolizione completa del concordato.

La camera dei deputati del Baden ha approvato nella sua seduta dell'11 ottobre, a quasi unanimità di voti, il trattato conchiuso tra il Baden e la Confederazione germanica del Nord riguardo al passaggio dei soldati dell'armata badese nell'armata federale e viceversa.

La *Gazzetta di Madrid* del 10 ottobre contiene un decreto firmato dal reggente e dal ministro dell'interno, col quale si sospendono le elezioni dei deputati alle Cortes nei circondarii in cui non ebbero ancora luogo, fino a che le condizioni politiche non permettano di esercitare il suffragio universale con piena libertà.

L'*Epoca* della stessa data annunzia che in vista dell'insurrezione repubblicana, i governi di Francia ed Inghilterra hanno deciso d'inviare qualche legno di guerra in Ispagna allo scopo di proteggervi i loro connazionali. Parecchie fregate francesi ed inglesi devono partire per Barcellona, Cartagena e Cadice.

Il governo ha comunicato alle Cortes un dispaccio del ministro plenipotenziario di Spagna agli Stati Uniti, con cui si fa sapere al governo istesso che il gabinetto di Washington non riconoscerà come belligeranti gli insorti di Cuba.

I giornali di Costantinopoli pubblicano la nuova legge sull'istruzione pubblica promulgata dal Sultano. La legge stabilisce in massima che l'insegnamento primario è obbligatorio nell'impero turco tanto per le ragazze che per i ragazzi. Essa prescrive dei mezzi di controllo e di coercizione per obbligare i genitori a fare istruire i loro figli. Le scuole primarie saranno musulmane o cristiane secondo che la popolazione appartiene all'una o all'altra delle due credenze, ma gli stabilimenti destinati a preparare gli allievi per i licei saranno misti e riceveranno tanto gli allievi musulmani quanto quelli di altre religioni. Verrà fondato inoltre, a termine della stessa legge, una scuola normale superiore.

La pubblica opinione si è da alcuni giorni preoccupata di recenti fatti, che hanno conturbato la pubblica sicurezza nella Sardegna, specialmente nella provincia di Sassari.

Sappiamo che il Governo, avuta notizia dei reati perpetrati in quell'isola, i quali accennavano ad un imbaldanzire di malandrini, non avendo pel licenziamento dei coscritti della classe del 1844 potuto immediatamente disporre si stabilisse colà un forte aumento di guarnigione, vi ha provveduto col pronto invio di notevoli rinforzi all'arma dei Reali Carabinieri, e con opportune disposizioni alle autorità locali.

Si ha fiducia che i colpevoli non tarderanno a cadere nelle mani della giustizia.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI
(AGENZIA STEFANI)

Parigi, 14.

Situazione della Banca: — Aumento nel portafoglio milioni 1 1|3; nelle anticipazioni 7|10; nei biglietti 8; nel tesoro 10 1|4. — Diminuzione nel numerario 5 3|5; nei conti particolari 19 1|3.

Parigi, 14.

Chiusura della Borsa.

	13	14
Rendita francese 3 %	71 32	71 20
Id. italiana 5 %	53 20	53 —
Valori diversi.		
Ferrovie lombardo-venete	526 —	523 —
Obbligazioni	239 —	238 —
Ferrovie romane	48 —	48 —
Obbligazioni	128 —	128 50
Obblig. ferr. *Vitt. Em.* 1863	147 25	146 50
Obbligazioni ferr. merid.	157 50	157 50
Cambio sull'Italia	4 1/2	4 1/2
Credito mobiliare francese	205 —	207 —
Obblig. della Regìa Tabacchi	423 —	423 —
Azioni id. id.	626 —	627 —

Vienna, 14.

Cambio su Londra . . . . — — 122 80

Londra, 14.

Consolidati inglesi 93 1/2 93 3/8

Costantinopoli, 13.

L'Imperatrice dei Francesi è arrivata alle ore 3 pomeridiane. Fu ricevuta splendidamente dal sultano, col quale pranzerà questa sera.

La *Turchia* ha un articolo sulla visita dell'Imperatrice, nel quale nega che essa abbia uno scopo politico.

Venezia, 14.

Il principe reale di Prussia è partito stamane alle ore 10 per Brindisi.

Parigi, 14.

Il *Rappel* pubblica una lettera di Victor Hugo, la quale sconsiglia di fare la dimostrazione del 26 corrente e consiglia invece i deputati di sinistra di dichiararsi svincolati dal giuramento. Victor Hugo dice: « Nel giorno che consiglierò di fare l'insurrezione, io pure vi sarò; questa volta non la consiglio. »

Nuova York, 13.

Il generale Belknass fu nominato ministro della guerra.

Madrid, 13.

Gli insorti di Valenza sono per la maggior parte gente di campagna e si ritirarono in una parte della città, ove si sono fortificati. Diciotto battaglioni del Governo occupano la maggior parte della città.

La rivolta si riduce attualmente a Valenza e ad alcune piccole bande che percorrono la Catalogna e l'Aragona, le quali vanno giornalmente sottomettendosi.

Nessun corpo di truppe, nessun ufficiale, nè soldato ha mai defezionato.

Le bande di Paul e di Salvoechea sono demoralizzate; credesi che i loro capi cerchino di rifugiarsi a Gibilterra.

Il brigadiere Crespo occupò Bisbal; gl'insorti fuggirono all'approssimarsi dell'artiglieria.

Il capitano generale della Catalogna annunziò al Governo la sottomissione di 1800 insorti nella provincia di Tarragona; di 2000 a Gerona; di 600 a Lerida e di 600 a Barcellona.

Una banda di 1000 insorti formatasi ad Alcira fu sconfitta, lasciando 61 morti e 30 prigionieri.

Roma, 14.

Oggi fu messa la prima pietra pel monumento in commemorazione del prossimo Concilio. La funzione fu eseguita dal ministro del commercio, colla presenza di moltissimi personaggi e popolo.

Valenza, 14.

Gl'insorti chiesero di capitolare. Le autorità risposero esigendo una resa a discrezione senza alcuna condizione.

Parigi, 14.

Il *Mémorial diplomatique* pubblica un articolo sul viaggio del principe di Romania. Dice che l'accoglienza lusinghiera ricevuta dagli imperatori di Russia, d'Austria e di Francia è una preziosa garanzia che le potenze protettrici concorreranno a consolidare la pacificazione della Romania col favorire la rivendicazione della sua autonomia garantita dai trattati.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 14 ottobre 1869, ore 1 pom.

Il tempo è stato buono, ma coperto in qualche stazione. Il barometro si è abbassato di 1 a 6 mm.; il mare è calmo. Sul Baltico il barometro è sceso di 15 a 18 mm, e qui è sceso pure di 3 mm. e mezzo.

È probabile la pioggia nella Penisola.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze
Nel giorno 14 ottobre 1869.

	ORE 9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 762 0	mm 757 4	mm 757,7
Termometro centigrado	12 0	19,5	15,0
Umidità relativa	82 0	65 0	85,0
Stato del cielo	nuvolo	nuvolo sereno	nuvolo
Vento { direzione / forza	E debole	E debole	E debole

Temperatura massima . . . . + 20,0
Temperatura minima . . . . + 6,5

SPETTACOLI D'OGGI

TEATRO NICCOLINI, ore 8 — La Compagnia drammatica di Dondini e Soci rappresenta: *Un passo falso.*

TEATRO DELLE LOGGE, a ore 8 — La Compagnia dramm. di E. Meynadier rappresenta: *Julliet* 1837.

TEATRO NAZIONALE, ore 8 — Rappresentazione dell'opera del maestro Pedrotti: *Tutti in maschera* — Ballo: *L'ultimo degl'Incas.*

FRANCESCO BARBERIS, *gerente*.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 15 *ottobre* 1869)

VALORI		VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORR. L	FINE CORR. D	FINE PROSSIMO L	FINE PROSSIMO D	NOMINALE
Rendita italiana 5 0|0 . . . . god.	1 ottob. 1869		»	»	55 70	55 65	»	»	»
Rendita italiana 3 0|0 . . . . . . »	id.		35 60	35 40	»	»	»	»	»
Impr. Naz. tutto pagato 5 0|0 lib.	id.		»	»	79 70	79 65	»	»	»
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0|0 »			84 70	84 60	»	»	»	»	»
Az. Regia coint. Tab. (carta) . . »		500	»	»	648	647	»	»	»
Obb. 6 0|0 Regia Tab 1868 Titoli provv (oro) trattabile in carta »	1 luglio 1869	500	»	»	418	447	»	»	»
Imprestito Ferriere 5 0|0 . . . . »		840	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. del Tesoro 1849 5 0|0 p. 10 »		480	»	»	»	»	»	»	»
Azioni della Banca Naz. Toscana »	1 genn. 1869	1000	»	»	»	»	»	»	1700
Dette Banca Naz. Regno d'Italia »	1 luglio 1869	1000	»	»	»	»	»	»	1920
Cassa di sconto Toscana in sott. »		250	»	»	»	»	»	»	»
Banca di Credito Italiano . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni del Credito Mobil. ital. »									
Obbl. Tabacco 5 0|0 . . . . »		1000	»	»	»	»	»	»	»
Azioni delle SS. FF. Romane. . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Dette con prelaz. pel 5 0|0 (Antiche Centrali Toscane . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. 3 0|0 delle SS. FF. Rom. »		500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni delle ant. SS. FF. Livor. »	1 luglio 1869	420	»	»	»	»	»	»	200
Obblig. 3 0|0 delle suddette CD »	1 aprile 1869	500	»	»	»	»	»	»	177
Dette . . . . »		420	»	»	»	»	»	»	»
Obblig. 5 0|0 delle SS. FF. Mar. »		500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni SS. FF. Meridionali . . . »	1 luglio 1869	500	»	»	298 1/2	297 1/2	»	»	»
Obbl. 3 0|0 delle dette. . . . . . »	1 ottob. 1869	500	»	»	»	»	»	»	167
Obb. dem. 5 0|0 in s. comp. di 11 »	id.	505	»	»	»	»	»	»	440
Dette in serie di una e due »		505	»	»	»	»	»	»	442
Dette in serie picc . . . . . »		505	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. SS. FF. *Vittorio Emanuele* »		500	»	»	»	»	»	»	»
Imprestito comunale 5 0|0 . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Detto in sottoscrizione. . . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Detto liberate . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Imprestito comunale di Napoli »		150	»	»	»	»	»	»	»
Detto di Siena . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
5 0|0 italiano in piccoli pezzi . . »			»	»	»	»	»	»	56 50
3 0|0 idem . . . . »	1 ottob. 1869		»	»	»	»	»	»	36 »
Imprestito Nazion. piccoli pezzi »	id.		»	»	»	»	»	»	80 50
Nuovo impr. della città di Firenze	id.	250	197	196	»	»	»	»	»
Obbl. fondiarie del Monte dei Paschi 5 0|0 . . .		500	»	»	»	»	»	»	375

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno	8			Venezia eff. gar.	30			Londra . . . a vista			
dto.	30			Trieste	30			dto.	30		
dto.	60			dto.	90			dto.	90	26 22	26 19
Roma	30			Vienna	30			Parigi . . . a vista		105 »	104 85
Bologna	30			dto.	90			dto.	30		
Ancona	30			Augusta	30			dto.	90		
Napoli	30			dto.	90			Lione	90		
Milano	30			Francoforte	30			dto.	90		
Genova	30			Amsterdam	90			Marsiglia	90		
Torino	30			Amburgo	90			Napoleoni d'oro		20 90	20 88
								Sconto Banca 0|0			

PREZZI FATTI

5 p. 0|0: 55 62 1/2 - 65 cont. — 55 67 1/2 f. c.

Il sindaco: A. MORTERA.

Accettazione d'eredità
con benefizio d'inventario.

Il cancelliere della pretura del mandamento di Firenze, Campagna, fa noto che la signora Enrichetta del fu Paolo Borini vedova di Stefano Ranfagni, dimorante a Fiesole, nell'interesse delle di lei figlie minori Elisa e Clarice del fu Stefano Ranfagni, con dichiarazione emessa in questa cancelleria nel 12 ottobre corrente, ha accettato con benefizio d'inventario l'eredità alle medesime lasciata dal loro padre Stefano Ranfagni, morto intestato a Fiesole nel 20 luglio decorso.

Li 13 ottobre 1869.

2933 P. Bozzolini, canc.

Avviso.

Domenico Riccioli, possidente domiciliato in Grosseto (Toscana) dichiara che non riconoscerà verun debito che dalla di lui nuora Sofia Pezzella, dimorante in Firenze, venisse fatto tanto per conto proprio che dei due figli lasciati dal defunto di lei marito Ernesto Riccioli, in quanto che per i medesimi le corrisponde mensilmente una somma sufficiente al loro sostentamento ed ai loro bisogni.

Firenze, 13 ottobre 1869.

2932 Domenico Riccioli.

Avviso. 2931

Sebastiano e Giuseppe padre e figlio Cecchini, possidenti domiciliati a Pesciola, popolo di San Martino a Vespignano, comunità di Vicchio, fanno noto a chiunque che con atto del dì 6 ottobre 1869 della R. pretura del mandamento di Borgo San Lorenzo hanno inibito ed inibiscono a Luigi di Francesco Parrini e sua famiglia colono domiciliato al loro poderino, in luogo detto Pallico o Pesciola, popolo di Vespignano, comune di Vicchio, qualunque siasi contrattazione di compra e vendita di bestiame o altro atto riguardante la colonia senza il loro consenso, e ciò ai termini di ragione.

Borgo S. Lorenzo, li 12 ottobre 1869

Io Giuseppe Cecchini in proprio ed in nome di mio padre Sebastiano Cecchini illetterato.

Costituzione di Società.

Il giorno 28 del mese di settembre 1869 fu presentato alla cancelleria del tribunale di commercio di Firenze per essere trascritto sul registro a ciò destinato, l'atto costitutivo la *Società del Credito al Lavoro*, rogato dal R. notaro Giuseppe Carretti il giorno 15 settembre anno corrente, e registrato il 23 dello stesso mese in Firenze.

Col quale atto costitutivo i signori Angiolo del fu Giovanni Mariotti, incisore - Luigi del fu Tommaso Ricci, tipografo - Giuseppe di Lodovico Gandiglio, meccanico - Giuseppe del fu Giuseppe Berti Calura, incisore - Ferdinando del fu Antonio Buonamici, decoratore - Giuseppe di Vincenzo Calugi, ebanista - Sem di Noè Torelli, ebanista e - Pietro di Francesco Piazzesi, muratore, componenti il Consiglio di gerenza; ed i signori:

Bramanti Attilio del fu Giovanni, litografo - Paolo del fu Francesco Socci, fabbro magnano - Andrea del fu Giuseppe Picchi, ebanista - Alessandro di Luigi Rinaldelli, ebanista - Cesare del fu Giuseppe Parrini, professore insegnante - Francesco del fu Giuseppe Piccini, calzolaio, tutti domiciliati in Firenze e componenti la Commissione di revisione della Società suddetta.

I quali tutti hanno costituito una Società in nome collettivo rispetto ad essi, ed in accomandita semplice rispetto a coloro che aderiranno alla stessa col nome di Società del Credito al Lavoro, nominando per direttore gerente incaricato della rappresentanza della medesima il sig Giovanni Carlo Landi, e col capitale di lire mille trecento somministrato dai soci fondatori. La Società avrà la durata di cinquanta anni a cominciare dal 15 settembre 1869.

Firenze, 13 ottobre 1869.

2936 Avv. G. Gherardi.

Dichiarazione d'assenza

A tutti gli effetti di diritto si fa noto che sulle istanze di Maria Ventura moglie di Domenico Semino, ammessa al gratuito patrocinio con decreto della Commissione 1° luglio 1869, il tribunale civile di Genova con ordinanza del giorno 20 detto mese ha mandato assumersi informazioni sull'assenza di detto di lei marito Domenico Semino.

2927 Franc Marchelli.

Dichiarazione e protesta.

Il sottoscritto pievano della chiesa di Santo Stefano a Campoli nella comunità e pretura mandamentale di San Casciano in Val di Pesa, deduce a pubblica notizia come Giuseppe Piccardi, dimorante nel popolo di Santa Maria a Mercatale nella suddetta comunità, ha cessato d'essere suo amministratore ed agente, protestando di non riconoscere per valida alcuna contrattazione in qualunque genere che da esso potesse farsi in nome ed interesse del dichiarante.

Campoli, li 11 ottobre 1869.

2938 P. Lodovico Leoni.

3 p. n. 269

Editto.

Si rende pubblicamente noto che la signora Anna Jacur vedova Romanin ora moglie del signor Bianchini di qui coll'istanza 22 maggio a. c. n 12824, chiese venisse nel giornale ufficiale del Regno ed in quello della provincia di Padova inserita per sunto a termini e pegli effetti della notificazione del tribunale d'appello in Venezia 12 maggio 1867, n. 11620, p. 5952 la di lei supplica innalzata a S. M. il nostro amatissimo Re con cui implorava che li di essa figli Leone, Emanuele e Samuele Michelangelo Romanin fu Moisè fossero autorizzati ad aggiungere al proprio il cognome *Jacur*, domanda che venne favorevolmente accolta come dal ministeriale dispaccio 22 aprile 1869, comunicato col decreto della residenza di appello in Venezia 26 detto mese n. 8199-3427.

Lo che si pubblica in relazione alla prefata istanza invitando chiunque abbia interesse a presentare le sue opposizioni entro quattro mesi dal giorno della seguita pubblicazione.

Dalla R. pretura urbana di Padova 29 maggio 1869.

Il consigliere dirigente

2934 Piovene.

Nota d'aumento del sesto.

Il cancelliere infrascritto del tribunale civile e correzionale di Firenze deduce a pubblica notizia per chiunque possa avervi interesse che al pubblico incanto tenuto dal detto tribunale nella mattina dell'undici ottobre andante per la vendita dei beni di che in appresso, subastati a danno del signor Alessandro Meozzi sull'istanza dell'avv. Cesare Ambron, restarono i medesimi provvisoriamente aggiudicati al signor Carlo Bonechi per la somma di lire italiane cinquantottomila, e che il termine all'aumento del sesto scade il ventisei ottobre stante

Descrizione dei beni.

Una villa con due poderi, case coloniche e annessi, denominati Pozzo Nero, e Bianco, e di Levante, posto il tutto in comunità del Galluzzo, e rappresentati ai libri estimali del detto comune in sezione C dalle particelle di numero 1069, 1072, 1114, 1128, 1799, 1803, 1115, 1116, 1117, 1118, 1070, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1961, 1084, 1085, 1087, 1088, 1119, 1910, 1911, 1135, 1977, 1978, 1121, 1125, 1126, 1127, 1129, 1131, con rendita imponibile di lire catastali 651 49, o italiane 547 25.

Li 13 ottobre 1869.

2937 Seb. Magnelli, canc.

Dichiarazione d'assenza.

Con sentenza delli 25 agosto ora scorso del tribunale civile di Domodossola, venne dichiarata l'assenza del Giacomo Majno figlio del vivente Gio. Giacomo da Albogno, mandamento di Santa Maria Maggiore.

Domodossola, li 10 settembre 1869.

2581 Caus. Veggia, proc. capo.

Cassa di Risparmi di Livorno.

Terza denunzia di un libretto smarrito, segnato di numero 36088 sotto il nome di Busoni Raffaello per la somma di italiane lire 158.

Ove non si presenti alcuno a vantare diritti sul libretto suddetto sarà dalla Cassa medesima riconosciuto per legittimo creditore il denunziante.

Livorno 20 settembre 1869. 2926

Convitto Candellero.

Corso preparatorio alla R. Accademia Militare, alla Scuola Militare di Cavalleria, Fanteria e Marina.

Torino, via Saluzzo, n. 33. 2471

Prefettura di Basilicata

AVVISO D'ASTA.

In conformità alle disposizioni impartite dal Ministero dell'interno (Direzione Superiore delle Carceri) con nota 22 settembre 1869, n. 20584, il giorno 15 di ottobre p. v., alle ore 12 meridiane, si terrà in questa Prefettura dinanzi il signor prefetto un pubblico incanto per l'appalto dei lavori di ampliamento del carcere giudiziario di Potenza dell'importare presuntivo di lire 24,528.

Chiunque potrà essere ammesso a far partito all'asta, purchè presenti un certificato d'idoneità, di data non anteriore di sei mesi, rilasciato da un ispettore o da un ingegnere capo del Genio civile in attività di servizio, e depositi inoltre a mani del sottoscritto segretario capo la somma di L. 300 in numerario od in biglietti di Banca a guarentigia dell'offerta.

Tale somma sarà restituita appena compiuto l'incanto, meno però quella del deliberatario, che rimarrà depositata sino alla costituzione della cauzione definitiva.

All'atto della stipulazione del contratto dovrà il deliberatario prestare una cauzione definitiva di L. 2400 in numerario od in biglietti di Banca od in cedole del debito pubblico dello Stato al valor nominale.

L'asta avrà luogo col metodo delle candele e sotto l'osservanza delle disposizioni contenute nel vigente regolamento sulla contabilità generale dello Stato.

Le offerte dovranno essere formolate in un tanto per cento di ribasso sul prezzo di perizia, nè potranno essere inferiori all'un per cento.

Il termine utile per la presentazione dell'offerta di ribasso non minore del vigesimo del prezzo di deliberamento viene, stante l'urgenza, determinato in giorni cinque, e scadrà quindi il giorno 20 ottobre p. v., alle ore 12 merid.

Tutte le spese d'asta, di bollo, registro, tassa di concessione governativa e copie di contratto andranno a carico dell'appaltatore.

Il progetto dei lavori ed il capitolato d'appalto sono presso il sottoscritto ostensibili a chiunque nelle ore d'ufficio.

Potenza, 28 settembre 1869. *Il Segretario capo*: Franco. 2941

Banca Agricola Italiana

AVVERTENZA.

Nel far noto nel n. 276 di questo Giornale ai sottoscrittori delle azioni che niun versamento può loro venire richiesto se non vi precede il decreto di autorizzazione della Società, il sottoscritto non ha inteso di parlare dello sborso del primo decimo che tanto a termini del Codice commerciale che del regolamento del 28 gennaio 1868 deve precedere l'autorizzazione della Società a costituirsi e farsi conseguentemente all'atto della sottoscrizione.

Firenze, 15 ottobre 1869. *Il Presidente del Comitato dei Promotori* Paolo Farina.

2945

Direzione compartimentale del Demanio e delle tasse sugli affari in Ancona

Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n° 3036, e 15 agosto 1867, n° 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 antimeridiane del giorno di sabato 23 ottobre 1869, in una delle sale del palazzo della prefettura sito in questa città in via degli Uffici, alla presenza di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante per l'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione in un sol lotto a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti.

Condizioni principali:

1. L'incanto sarà tenuto per pubblica gara col metodo della candela vergine.
2. Nessuno potrà concorrere all'asta se non depositerà a mani di chi presiede all'asta o non comproverà di aver depositato a garanzia della sua offerta in una cassa governativa il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto. Nel primo caso però l'aggiudicatario dovrà sottostare in proprio alle spese che si dovessero incontrare per far pervenire a mezzo dell'ufficio postale alla Tesoreria provinciale la somma depositata.

Il deposito potrà essere fatto anche in titoli del debito pubblico al corso di borsa pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del giorno precedente a quello del deposito, od in titoli di nuova creazione al valore nominale.

3. Le offerte si faranno in aumento del prezzo estimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte ed altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.
4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10 dell'infrascritto prospetto.
5. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, numero 3852.
6. Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.
7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione l'aggiudicatario dovrà depositare nella cassa del ricevitore del Registro di Ascoli Piceno il 5 per cento del prezzo d'aggiudicazione in conto delle spese e tasse di trapasso, di trascrizione e d'iscrizione ipotecaria, salva la successiva liquidazione di esse e delle susseguenti.

Le spese di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali del presente avviso saranno pagate dall'aggiudicatario o ripartite fra gli aggiudicatarii.

8. La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale. I signori accorrenti all'asta potranno prendere visione dei capitolati, tipi, tabelle ed altri documenti relativi alla vendita, nell'ufficio del ricevitore del Registro di Ascoli Piceno.
9. L'aggiudicazione sarà definitiva, e non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo di essa.
10. Il prezzo d'aggiudicazione e l'ammontare presuntivo delle scorte dovrà essere pagato nella cassa del ricevitore del Registro di Ascoli Piceno.
11. Il riparto dei frutti naturali tra il Demanio e l'acquirente resta regolato dal disposto dall'articolo 115 del regolamento precitato e delle condizioni speciali apposte nel capitolato.
12. Il pagamento del prezzo degli stabili potrà esser fatto anche in quell'ufficio del Registro o del Demanio della provincia ove sono situati i beni purchè sia designato dallo acquisitore nell'atto della delibera.
13. Il pagamento degli interessi del prezzo degli immobili e delle relative scorte, nonchè quello che venisse a risultare dal quadro di riparto, verranno pagati in denaro contante.

Avvertenza. — Si procederà a termini degli articoli 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di danaro, o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N° progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	COMUNE in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	Descrizione dei beni — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale E. A. C.	SUPERFICIE in antica misura locale Tav. Cent.	VALORE estimativo	DEPOSITO per cauzione delle offerte	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto	PREZZO presuntivo delle scorte vive e morte ed altri mobili
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	344	Rotella	Mensa vescovile di Montalto (Marche)	Fondo con casa e locali ad uso magazzeni e capanna, formante parte del terreno coltivato da Gaspare Nicola, composto di un sol corpo di terra. Confina con altri beni già della stessa Mensa, coltivati da Amadio e Mazzoni, con Ubaldo Francesco, Natale Giovanni, fossi e strade, ed altri beni rilasciati alla Mensa per uso di villeggiatura, salvi, ecc. Distinto in mappa Rotella ai numeri 829 rata, 830 rata, 831, 832, 834 rata, 835 rata, 837 A, 840 A, 840 B, 840 C, 840 D, 841 A, 842 A, 848 1° rata, 848 2° C, 848 4° rata, 877 1° B, 877 2° rata. Estimo censuario lire 8,091 24. — Veggasi il tipo annesso alla tabella.	43 88 50	438 85				254 »
	334	Capradosso e Force	»	Terreno seminativo, vitato, alberato, boschivo e sodivo, con casa colonica, coltivato da Flamini Pasquale, vocaboli Rovetino, Paierno ed Osteria. Confini fossi, Demanio per beni provenienti come contro coltivati da Buracini e Rubicini, torrente Tesino, Michetta ed Arpini, salvi, ecc. Comune di Capradosso, mappa Poggio Canoso, numeri 325, 326, 327, 340 rata, 341 rata, 342 1° rata, 342 2°, 343, 344 1°, 2°, 345, 346, 347 1°, 2°, 3°, 353, 354, 355, 356 1°, 2°, 357, 452 1°, 2°, 464, 476. Comune di Force, mappa Bolognano, numero 833. Totale estimo censuario, lire 4,963 61.	43 37 10	433 71				265 »
	335	Capradosso e Rotella	»	Terreno seminativo, vitato, alberato e sodivo, con casa colonica, composto di un sol corpo, coltivato da Buracini Domenico, vocaboli Rovetino, Osteria, Paierno e Colle Bartolino. Confini strade e fosso (tramezzanti altri beni provenienti dalla stessa Mensa, coltivati da Rubicini e Pellicioni), e fosso Rovetino, salvi, ecc Comune di Capradosso, mappa Poggio Canoso, numeri 328 1°, 2°, 329, 330, 331 1°, 2°, 332, 333 1°, 2°, 334, 335, 336, 337, 338, 342 1° A. Comune e mappa Rotella, numeri 894 2° A, 894 3° A, 995. Estimo censuario, lire 3,824 76.	36 16 30	361 63				195 »
	337	Capradosso, Force e Rotella	»	Terreno seminativo, vitato, boschivo e sodivo, con casa colonica, coltivato da Rubicini Luigi. Vocaboli Rovetino e Paierno Confini Capitolo, altri beni provenienti dalla Mensa suddetta, coltivati da Mignucci e Flamini, strada da Force a Montalto e fossi, salvi, ecc. Comune di Capradosso, mappa Poggio Canoso, numeri 339, 340 A, 341 A. Comune di Force, mappa Bolognano, numeri 830 A, 831 rata, 832, 834. Comune e mappa Rotella, numeri 834, 884 A, 885 2° A, 885 3° A, 885 4°, 889, 890, 891, 892, 893. Estimo censuario, lire 4,689 15.	62 93 70	629 37				352 50
	338	Force e Rotella	»	Terreno seminativo, vitato, boschivo e sodivo, con casa colonica, coltivato da Mignucci Paolo. Vocabolo Rovetino. Confini fosso, Demanio per beni provenienti dal Capitolo e dal priorato, altri beni provenienti dalla Mensa di Montalto, coltivati da Romanello e Rubicini, e strada da Montalto a Force, salvi, ecc. Comune di Force, mappa Bolognano, numeri 830 rata, 831 A. Comune e mappa Rotella, numeri 873 3° B, 879, 880, 881, 882, 883, 884 rata, 885 1°, 885 2° rata, 885 3° A, 886. Estimo censuario, lire 2,474 12.	37 47 10	374 71				205 »
1	336	Rotella	»	Terreno seminativo, vitato, alberato, sodivo e boschivo, con casa colonica, coltivato da Pellicioni Fortunato. Vocabolo Rovetino. Confini strada da Montalto a Force, altri beni provenienti dalla stessa Mensa, coltivati da Buraccini Domenico e Romanelli Pacifico, fossi, torrente Tesino, salvi, ecc. Mappa Rotella, numeri 894 2° rata, 894 3° rata, 900 rata, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 937. Estimo censuario, lire 1,483 64.	40 26 40	402 64	164727 41	16473 »	500	222 50
	339	»	»	Terreno seminativo, vitato, boschivo e sodivo, con casa colonica, coltivato da Romanelli Pacifico. Vocabolo Rovetino. Confini strada da Force a Montalto, altri beni provenienti dalla stessa Mensa (coltivati da Mazzoni, Mignucci e Pellicioni) Ubaldi, fossi, Cannone, priorato di Force, salvi, ecc Mappa Rotella, numeri 894 1° rata, 894 2° B, 895, 896 A, 897 A, 899, 900 A, 878 3° A. Estimo censuario, lire 1,122 78.	22 52 00	225 20				95 »
	340	»	»	Terreno seminativo, vitato, boschivo e sodivo, con casa colonica, coltivato da Mazzoni Camillo. Vocabolo Rovetino. Confini Cannone, Ubaldi, Pascali, Gili, ed altri beni provenienti dalla stessa Mensa (coltivati da Amadio Gaspare, Romanello e Mignucci), salvi, ecc. Mappa Rotella, numeri 825 1°, 2°, 826 1°, 2°, 827, 828, 837 rata. 848 2° B, 848 4° A, 848 4° B, 877 1° rata, 877 2° A, 877 2° B, 878 1°, 2°, 878 3° rata, 894 1° B, 896 rata, 897 rata, 898, 900 B. Estimo censuario, lire 3,668 57.	37 58 10	375 81				205 »
	341	»	»	Terreno seminativo, vitato, boschivo e sodivo, con casa colonica, coltivato da Marinucci Vincenzo. Vocabolo Rovetino. Confini strada, soppressa Collegiata di Force, ed altri beni provenienti dalla stessa Mensa (coltivati da Fabiano Amadio e Mazzoni), salvi, ecc Mappa Rotella, numeri 848 2° A, 848 3° rata, 948 4° C, 865 1° A, 865 2° A, 866 1° rata, 866 2°, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877 1° A. Estimo censuario, lire 4,417 94.	50 79 00	507 90				95 »
	342	»	»	Terreno seminativo, vitato, boschivo e sodivo, con due case coloniche e molino diruto, coltivato da Fabiano Carmine e Martone Ottavio. Vocabolo Rovetino. Confini torrente Aso, fosso Chiaro, soppressa Collegiata di Force ed altri beni provenienti dalla stessa Mensa, coltivati da Marinucci, salvi, ecc. Mappa Rotella, numeri 848 3° A, 849, 850, 851, 852, 853, 855 1°, 2°, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865 1° rata, 865 2° rata, 866 1° A. Estimo censuario, lire 2,721 50.	28 44 60	284 46				217 50
	343	»	»	Terreno seminativo, vitato, boschivo e sodivo, con casa colonica, coltivato da Amadio Pasquale detto Biondo. Vocabolo Rovetino. Confini fosso Chiaro, ed altri beni provenienti dalla stessa Mensa (coltivati da Gaspare Mazzoni, Marinucci e Fabiano), salvi, ecc Mappa Rotella, numeri 841 rata, 842 rata, 844, 845, 846, 847, 848 1° A, 848 2° rata. Estimo cens., L. 14,227 70.	78 08 70	780 87				262 50
	345	Montalto (Marche)	»	Terreno seminativo, terzale e sodivo, con casa colonica, coltivato da Egidi vedova Carolina. Vocabolo Faito Confini Galli, Marota, Egidi, Vici, Paradisi, Orlandi, Seminario, Tirabassi e strade, salvi, ecc. Mappa Montalto, numeri 463, 464, 465, 472, 473, 474, 475, 481, 482. Estimo censuario, lire 224 77.	6 67 10	66 71				36 »

NB. Non è compreso nella vendita delle scorte, di cui alla colonna 11 del presente, il bestiame riconosciuto di spettanza particolare del vescovo di Montalto.

2880 Ascoli Piceno, 30 settembre 1869. *Il Direttore demaniale*: BANCHETTI.

FIRENZE — Tip. Eredi Botta.